

Actualités économiques

Nigéria - Ghana

Semaine 51, du 14 au 20 décembre 2020

- Nigéria : le gouvernement annonce la réouverture des frontières terrestres ; le FMI alerte face aux conséquences économiques de la Covid-19 ; la Banque mondiale accorde deux prêts pour un montant total de 1,5 Md USD ; les flux de capitaux à destination du Nigéria progressent de 12,9% au troisième trimestre 2020, tirés par les IDE ;
- Ghana : l'économie ghanéenne se contracte pour le second trimestre consécutif, en baisse de 1,1% ; le gouvernement et EgyptAir s'entendent pour la création d'une compagnie nationale ghanéenne.

Le chiffre de la semaine

9,8%

C'est le taux d'inflation enregistré par le Ghana au mois de novembre, soit un niveau à nouveau conforme à la cible d'inflation (entre 6% et 10%), une première depuis mars.

Source: Ghana Statistical Services

Nigéria

Le gouvernement annonce la réouverture des frontières terrestres.

[Annoncée le 16 décembre, la réouverture des frontières terrestres aura d'abord lieu à travers quatre points de passage : Seme à la frontière du Bénin dans l'Etat de Lagos, Illela à la frontière du Niger dans l'Etat de Sokoto, Maigatari à la frontière du Niger dans l'Etat de Jigawa, et Mjun à la frontière du Cameroun.](#) En prévision de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier prochain du traité de zone de libre-échange continental africain ratifié le 11 novembre dernier par le Nigéria, l'ensemble des postes-frontières devraient pouvoir ouvrir de nouveau d'ici au 31 décembre. Selon le gouvernement, la fermeture des frontières effective depuis le 20 août 2019, aurait permis de réduire la contrebande et les trafics au Nigéria, notamment d'armes, de drogue et de produits illicites. La Ministre de Finances a néanmoins précisé que les importations de riz et de volailles resteraient interdites.

Le FMI alerte face aux conséquences économiques de la Covid-19.

Le Fonds monétaire international (FMI) a conduit du 30 octobre au 17 novembre sa mission de supervision annuelle, de façon virtuelle cette fois-ci du fait du contexte sanitaire, dans le cadre des consultations prévues par l'Article IV de l'institution. [Cette année, le FMI a montré son inquiétude concernant l'effet de la pandémie de la Covid-19 sur l'économie nigériane qui a plongé le pays dans la récession \(-3,6% au troisième trimestre\) et risque de faire fortement augmenter le chômage.](#) Le Fonds souligne que cela intervient dans un contexte déjà défavorable où le PIB par tête est en baisse depuis des années et l'inflation dépasse largement la barre des 10%. L'institution met particulièrement en garde contre la pression sur la balance des paiements suite à la baisse des cours du pétrole et la hausse des flux de capitaux sortants. Elle fait également remarquer les pressions inflationnistes suite aux pénuries d'approvisionnement provoquées par la pandémie qui ont donné lieu à une hausse de l'inflation qui atteint 14,89% au mois de novembre, son niveau le plus haut depuis février 2018. Malgré une baisse probable des prix des denrées alimentaires, l'inflation devrait se maintenir en 2021 au-dessus des 10%. Le FMI prévoit ainsi une chute du PIB de 3,25% cette année alors qu'en 2021 la croissance se situerait à 1,5%. Il faudrait attendre 2022 pour retrouver le niveau de production pré-Covid.

La Banque mondiale accorde deux prêts pour un montant total de 1,5 Md USD.

[La Banque mondiale a annoncé cette semaine accorder deux prêts de 750 MUSD chacun en faveur des Etats fédérés nigériens.](#) Le *COVID-19 Action Recovery and Economic Stimulus Program - Program for Results (Nigeria CARES)* a pour objectif de venir en aide aux ménages les plus vulnérables ainsi que les petites entreprises face à la crise de la Covid-19, en soutenant la sécurité alimentaire des premiers et en limitant le nombre de faillites des secondes. Cette action aurait lieu au niveau des Etats fédérés et viendrait s'ajouter et appuyer celle de l'Etat fédéral. Quant au *States fiscal transparency, accountability and sustainability program for results (SFTAS)*, l'objectif est de renforcer la transparence

budgétaire, la responsabilité publique et la soutenabilité dans l'ensemble des 36 Etats fédérés. Les fonds serviront à combler le manque de revenus provoqué par la chute des recettes publiques suite à la crise permettant de financer la réponse budgétaire et fiscale. La Banque mondiale a également validé sa nouvelle stratégie pays pour le Nigéria pour les cinq prochaines années (2021-2025). Celle-ci repose sur quatre piliers majeurs qui sont : i) le renforcement des fondations du secteur public ; ii) l'investissement dans le capital humain ; iii) la promotion de l'emploi, de la transformation et de la diversification économique et iv) et le soutien à la résilience, notamment dans le Nord-Est du pays.

Les flux de capitaux à destination du Nigéria progressent de 12,9% au troisième trimestre 2020, tirés par les IDE.

[Le Bureau national des statistiques \(NBS\) a dévoilé les montants des flux de capitaux à destination du Nigéria pour le troisième trimestre 2020.](#) Avec 1,46 Md USD, ces chiffres marquent une hausse de 12,9% par rapport au deuxième trimestre 2020 lorsqu'ils avaient atteint 1,29 Md USD. Cependant, en comparaison avec l'année dernière sur la même période, ceux-ci ont baissé de 74%. Parmi ces flux, la catégorie « autres investissements », composée à 97% de prêts, représente le premier poste avec 639,4 MUSD soit 43,75% du total mais enregistre son quatrième trimestre consécutif de repli. Les Investissements directs étrangers (IDE) qui atteignent 414,76 MUSD, soit 28,4% du total, ont augmenté de 280% par rapport au trimestre précédent et ont enregistré leur meilleure performance depuis trois ans. Enfin, les investissements de portefeuille représentant 407,25 MUSD et 27,9% du total, demeurent largement en-deçà de leurs performances d'avant crise, ils s'établissaient encore à 4,3 Mds USD au premier trimestre de cette année. Le Royaume-Uni, comme au trimestre précédent, demeure la première source de capitaux étrangers au Nigéria avec 594,65 MUSD, soit 40,7% du total, suivi par les Pays-Bas avec 179 MUSD, puis l'Irlande, Singapour et les Etats-Unis avec plus de 110 MUSD chacun. Lagos reste le premier récipiendaire de ces flux en captant 82,7% du total soit 1,2 Md USD, suivi par la capitale Abuja avec 195,5 MUSD. Du côté des banques, Standard Chartered Bank Nigeria Limited arrive en tête ayant attiré plus de 30% de ces flux, ce qui représente 439 MUSD.

Ghana

L'économie ghanéenne se contracte pour le second trimestre consécutif, en baisse de 1,1%.

[Après une récession de 3,2% en glissement annuel au deuxième trimestre 2020, le Ghana Statistical Service fait état d'une contraction réduite à 1,1% au troisième trimestre.](#) Hors secteur pétrolier, la contraction atteint 0,4% du PIB au troisième trimestre et 3,4% au deuxième. Ce recul de l'activité économique sur deux trimestres consécutifs marque l'entrée officielle du Ghana en récession, une première depuis 1983. Pour rappel, lors du premier trimestre 2020, la croissance avait atteint 4,9% en g.a et 6,5% sur l'année 2019. De nombreux secteurs de l'économie ont subi une forte contraction de leur activité en 2020, l'hôtellerie et la restauration notamment. Le secteur du tourisme a ainsi vu une contraction de 62,1% de son PIB en g.a au troisième trimestre, après une contraction de 79,4% lors du deuxième. L'année dernière, le secteur hôtelier représentait 3,4% du PIB au troisième trimestre alors que cette année, il ne représente plus que 1,4% du PIB à la même période. Le secteur des mines et des carrières a lui connu une contraction de 16,9 % sur une année glissante, alors que le secteur représente 15,9% du PIB. Parmi les secteurs qui connaissent la plus forte croissance, on retrouve les technologies de l'information avec une croissance de 51,3% au troisième trimestre, de même que les activités de pêche en croissance de 20,4%. Le secteur immobilier parvient lui aussi à développer son activité de 17,1% sur un an. Pour l'année 2021, le ministère des Finances projette une croissance de 5,7% dans le projet de loi de finances provisoire présentée au Parlement en octobre, alors que la loi de finances de mi-année, présentée au Parlement en août, prévoyait une croissance de 4,7% en 2021. De son côté, le FMI prévoit une croissance moins importante pour l'année prochaine à 4,2%.

Le gouvernement et EgyptAir s'entendent pour la création d'une compagnie nationale ghanéenne.

[Le ministère de l'Aviation a annoncé avoir conclu un accord avec la compagnie aérienne EgyptAir pour la création d'une compagnie aérienne nationale ghanéenne.](#) Le protocole d'accord signé entre le gouvernement ghanéen et la compagnie égyptienne prévoirait que cette dernière détienne une part majoritaire au sein de la nouvelle compagnie. D'après le ministre de l'Aviation Joseph Kofi Adda, deux processus doivent être menés avant que la compagnie soit opérationnelle. En premier lieu, il conviendra de faire valider cet accord par le Parlement. Ensuite, la société devra obtenir une licence ainsi qu'un certificat de transporteur aérien auprès de l'autorité de l'aviation civile du Ghana (GCAA - *Ghana Civil Aviation Authority*). En se rapprochant d'EgyptAir, le gouvernement se détache de la compagnie Ethiopian Airlines avec qui il avait conclu un accord similaire en 2018. L'entreprise éthiopienne devait prendre une part minoritaire (49%) dans la compagnie aérienne qui serait créée, aux côtés de l'Etat (10%) et d'investisseurs ghanéens (41%). L'accord prévoyait qu'Ethiopian équipe la compagnie en appareils et en pilote les opérations. La création d'une compagnie aérienne nationale, sous l'égide du gouvernement ghanéen, pourrait ainsi donner naissance à une troisième compagnie commerciale ghanéenne, après les lancements d'AWA et de Passion Air, qui opèrent essentiellement des vols

domestiques et quelques dessertes régionales. Il s'agit de la troisième tentative gouvernementale de créer une compagnie nationale, après la mise en faillite de Ghana Airways en 2005 et Ghana International Airlines en 2010.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FRTreasury_NG](https://twitter.com/FRTreasury_NG)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
